

ÉVACUATION SOUS HAUTE SURVEILLANCE DES MARCHANDS INFORMELS DU CENTRE-VILLE DE CONSTANTINE

L'ex-rue de France «libérée»

Reportée, en raison des émeutes ayant secoué la commune de Aïn S'mara, dimanche dernier, l'opération de délocalisation des marchands informels de la rue 19-Juin-1956 (ex-rue de France) a, finalement, eu lieu jeudi sous haute surveillance.

Un impressionnant dispositif des forces de sécurité combinées a été déployé tout le long de cette rue et les artères mitoyennes pour parer aux risques de débordement et dissuader les «aventuriers» potentiels.

Une opération à haut risque qui a nécessité, au regard de sa sensibilité, la mobilisation d'un important déploiement des éléments des forces anti-émeutes et de plusieurs groupes d'intervention de la Gendarmerie nationale. Même une brigade canine de la gendarmerie, placée au niveau de la Grande Poste, a été appelée à la rescousse.

Dès 4 heures du matin, les forces de sécurité combinées, dotées de gros moyens, se sont postées tout le long de la rue de France et à travers ses prolongements dans les rues Ben M'hidi et Si Abdallah (Casbah), notamment. Tous ces accès étaient rigoureusement quadrillés par des policiers embusqués, prêts à intervenir au moindre mouvement suspect. Aussi, d'autres unités des forces anti-émeutes ont investi les ruelles adjacentes,

très nombreuses, pour prévenir tout débordement.

Une opération de grande envergure qui a été accueillie, d'ailleurs, avec un grand soulagement par les habitants, notamment les commerçants légaux qui n'ont pas cessé de réclamer la délocalisation des squatteurs, allant même jusqu'à menacer d'investir la rue.

«Il était vraiment temps que les choses changent. On était littéralement étouffé. Cela fait plus de six mois que notre commerce vacille. On a subi de considérables pertes», regrettent des commerçants de la rue de France, dont une grande partie n'ont pas ouvert ce jeudi de crainte de dépassements.

De leur côté, les habitants du quartier squatté par des centaines de vendeurs informels, au lendemain des violentes émeutes de janvier dernier, n'ont pas manqué d'exprimer leur satisfaction et ont souhaité la pérennité de ce dispositif. «Enfin débarrassés, pourvu que ça dure. Cela faisait longtemps que nous ne pouvions plus disposer librement de nos propres



Photos : D.R.

immeubles. Non seulement ils avaient (les vendeurs informels) envahi la rue et obturé les entrées, mais ils sont allés jusqu'à transformer, scandaleusement, les cages d'escalier en cabines d'essayage», raconte, dépité, une habitante de la rue du 19-Juin -1956.

Aucun incident n'a été signalé en ce jour et les brigades anti-émeutes, qui n'ont pas eu à intervenir, suivaient de près les mouvements des vendeurs qui se sont constitués en petits groupes. Par contre, d'autres

commerçants informels, au courant de l'opération annoncée comme étant imminente par le wali de Constantine, mercredi, via les ondes de la radio locale, se sont précipités de rejoindre le nouveau site aménagé à la zone industrielle «Le Palma» pour s'y inscrire.

Aussi, une marée humaine surexcitée, encadrée par des centaines de policiers, s'est agglutinée devant les huit bureaux installés sur le site pour permettre aux personnes recensées, 450 environ selon les

déclarations du directeur du commerce, de confirmer leur inscription et recevoir le numéro de leur emplacement.

Par moments, le manque d'informations et la réaction de certains postulants, exclus des listes de bénéficiaires, car ne remplissant pas les critères, ont provoqué de virulentes altercations verbales entre les forces de l'ordre et les exclus.

Les personnes écartées par la commission d'attribution des carrés devant recevoir les vendeurs évacués de la rue de France ont été priées par les responsables de l'opération de déposer des recours sur place. Selon M. Boularak, DCP de wilaya, quelque 250 recours ont été déposés dans la matinée de jeudi. C'est dire que l'opération qui s'annonçait déjà ardue en raison de la pénibilité de recenser les vendeurs méritants risque de constituer un nouveau casse-tête pour les édiles locaux au vu du nombre impressionnant des recours.

Hier encore, la rue du 19-Juin-1956 était toujours sous surveillance car au moindre relâchement du dispositif sécuritaire, ce quartier du centre-ville de la capitale de l'Est basculerait de nouveau dans l'anarchie.

Farid Benzaïd

RÉSULTATS DU BAC

Bonnet d'âne pour le lycée de Benbouzid

Avec un taux de réussite exceptionnel de 75,29% à l'examen du baccalauréat, Constantine a décroché la cinquième place dans le classement national par wilaya. Soit trois places de gagnées par rapport à l'année passée. Fidèle à sa réputation, le lycée El Houria, ex-Lavelant, a décroché pour la cinquième année consécutive la deuxième place à l'échelle nationale avec un taux de réussite de 98,65%.

Ainsi, sur un total de 9 893 élèves inscrits à la session de juin 2011, 7 421 candidats ont obtenu leurs billets de passage à l'université. Un taux de réussite «appréciable de 75,29% qui place Constantine

en pole position au niveau national», s'est félicité, jeudi M. Allam, directeur de l'éducation lors d'un point de presse organisé à la Direction de l'éducation. Les candidats de sexe féminin arrivent en tête avec

78,73 % de réussite. 43% des élèves inscrits ont eu leur bac avec mention. Deux candidats constantinois ont décroché leur examen avec la mention «excellent», 275 élèves ont obtenu la mention «très bien» et 2 835 avec mention «assez bien».

Comparativement à l'année précédente, les lauréats du bac avec mention sont passés de 3 480 élèves à 4 299 pour l'année 2011. Les candidats dans les filières lettres et langues étrangères ont enregis-

tré le meilleur taux de réussite avec 89,69% d'admis. Alors que ceux des filières math technique se classent au bas du tableau.

Notons que le lycée Hihi El Mekki, ex-lycée franco-musulman, qui a vu sortir plusieurs hauts cadres de l'Etat, dont l'actuel ministre de l'Education nationale, a décroché le «bonnet d'âne» avec seulement 106 élèves reçus.

F. B.

SIDI-BEL-ABBÈS

Un recruté du DAIP asperge un élu avec de l'essence à Sidi Lahcen

Un chômeur recruté dans le cadre du DAIP (dispositif d'aide à l'insertion professionnelle) et dont le contrat est arrivé à expiration dans la localité de Sidi Lahcen, a, suite à une prise de bec avec un élu de l'APC au sujet du renouvellement de son contrat, aspergé ce dernier d'essence. Selon des sources dignes de foi, l'élu est sorti pour rejoindre la daïra, et une fois entré dans le hall de l'administration, il a été surpris par le chômeur qui l'a aspergé d'essence. Fort heureusement, les personnes présentes sont intervenues et le pire a été évité. L'on a appris que le chômeur en question a obtenu le renouvellement de son contrat et qu'il exerce actuellement au niveau de ladite APC comme un agent de sécurité.

A. M.

Les responsables du port de Djendjen ont présenté, tout récemment, devant le conseil élargi de wilaya, un bref aperçu sur l'opportunité et la faisabilité quant à la création d'un port sec à Mila.

Le wali, le directeur de wilaya de l'industrie et de la PME ainsi que le directeur des domaines, tiennent à voir se réaliser ce projet structurant qui va, à coup sûr, générer toute une dynamique socio-économique à la wilaya.

Le port de Djendjen, un pôle économique central, le plus moderne réalisé en Algérie, est en perpétuelle extension depuis sa mise en service en 1992. Avec une capacité de l'ordre de 5 millions de tonnes/an, susceptible d'être multipliée par 5, il possède 2 km de quais (2 autres sont en

MILA

Un port sec pour la wilaya



voie d'achèvement), et est en mesure de recevoir des navires de 120 000 tonnes. Les responsables ont pour objectif, à terme, de le désengorger par la création d'un port sec, qui servira de tremplin pour le port maritime, et ce, dans une wilaya de l'intérieur ; Mila est tout indiquée pour

cela. Même le ministre des Transports y est apparemment très favorable. Un site (20 ha sur la RN5 à Oued Athmania), situé dans les Hauts-Plateaux de l'est algérien, et qui se trouve à peine à 80 km du port maritime, à proximité de l'autoroute Est-Ouest et du chemin de fer.

Mais que va gagner la wilaya et Oued Athmania en particulier ? Beaucoup en matière de recettes d'impôts générées, de créations d'emplois, bref de création de toute une vie autour, ne dit-on pas qu'un port crée une ville autour ? Les responsables du port de Djendjen, qui ont fait le déplacement à Mila, ont donné leur accord de principe, reste l'avis technique du bureau d'études désigné, et c'est l'étude qui déterminera les aménagements à apporter (qui seront assurés par l'entreprise portuaire). Le wali a donné instruction à tous les services concernés de prendre immédiatement en charge le dossier, en commençant par la procédure d'affectation de terrain.

A. M'haimoud